

FORMATIONS, DÉFORMATIONS, DÉCENTREMENT

INSTITUTIONNALISATION ET EXPERT-ES EN GENRE ET DÉVELOPPEMENT

Christine Verschuur^(*)

Resumo

A construção de um campo de conhecimento na área de « gênero e desenvolvimento », datado de 50 anos, e a exigência de integrar o gênero nas políticas e programas à partir da Quarta Conferência das Nações Unidas sobre as Mulheres em Beijing no ano de 1995 criaram uma forte demanda por pessoas *expertes* em gênero. Embora muitos estudos tenham se voltado para a questão do *gender mainstreaming* poucos abordaram as formações em gênero e menos ainda os chamados « *expertes genre* ».

Este artigo aborda a institucionalização das formações em gênero no « Institut de Hautes Etudes et du Développement (IHEID) », em Genebra e os resultados de um estudo voltado para pessoas que participaram de formações em gênero e desenvolvimento através do *e-learning* ou nos programas de mestrado em desenvolvimento entre os anos de 2008 e 2012. O artigo discute em que medida estas pessoas se consideram « *expertes en genre* », como as formações permitiram que elas integrassem esta questão nas suas práticas de trabalho e de possuir uma certa autoridade em suas organizações. Estas formações se distinguem das "formações *MacDo*", consumidas de maneira rápida e « deformantes". Se apoiando em uma abordagem feminista –situada, reflexiva, colaborativa, transformadora –, e levando em conta a perspectiva de pessoas subalternizadas, estas formações estimulam ao contrário as capacidades analíticas descentradas. O artigo evoca como estas pessoas interpretam, reforçam et utilizam estas ferramentas de análise e de intervenção em suas realidades concretas, profissionais, pessoais, associativas, militantes. Ele discute em que medida estas pessoas desejaram e puderam manter uma dimensão crítica e feminista- abordada nas formações– no olhar que se tem sobre a realidade e na maneira de trabalhar. Isto nos permite indagar até que ponto as iniciativas feministas de produção e difusão de conhecimentos poderiam ser compatíveis com o exercício de poder que permite que alguém seja reconhecido como « *expert* ».

Palavras-chave: Formações em « Gênero e Desenvolvimento ». Institucionalização dos Estudos Feministas. Pesquisa-ação Feminista.

Résumé

La construction d'un champ de connaissances en genre et développement depuis 50 ans et l'exigence d'intégrer le genre dans les politiques et programmes depuis la Quatrième Conférence des Nations unies sur les Femmes à Beijing en 1995 ont créé une forte demande de personnes expertes en genre. Si de nombreuses études se sont penchées sur le *gender mainstreaming*, peu d'études se sont penchées sur les formations en genre et encore moins sur les "*expertes genre*".

Cet article présente l'institutionnalisation des enseignements en genre dans l'Institut de Hautes Etudes et du Développement (IHEID) de Genève et les résultats d'une étude auprès de

(*) Professora e pesquisadora do Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (Genebra). E-mail: Christine.verschuur@graduateinstitute.ch.

personnes ayant suivi ces formations en genre et développement par e-learning ou dans les programmes de master en développement entre 2008 et 2012. Il discute dans quelle mesure ces personnes se considèrent expertes en genre, en quoi les formations leur permettent d'intégrer cette question dans leur travail et d'avoir une certaine autorité dans leur organisation. Les enseignements se distinguent des "formations MacDo", vite consommées et "déformantes". S'appuyant sur une démarche féministe –située, réflexive, collaborative, transformative –, et sur la prise en compte des perspectives des personnes subalternisées, elles encouragent au contraire les capacités analytiques à se décentrer. L'article évoque comment ces personnes interprètent, reforment et utilisent ces outils d'analyse et d'intervention, dans leurs réalités concrètes, professionnelles, personnelles, associatives, militantes. Il s'interroge dans quelle mesure ces personnes ont voulu et/ou pu maintenir la dimension critique et féministe – discutée dans les enseignements - dans le regard porté sur la réalité et dans la manière de travailler. Cela pose la question de savoir comment les démarches féministes de production et diffusion de connaissances pourraient être compatibles avec un exercice du pouvoir qui permette à une personne d'être reconnue comme experte.

Mots-clés : formations genre et développement, institutionnalisation des études féministes, recherche-action féministe

Introduction. La construction d'un champ de savoirs en genre et développement

Depuis la fin du XIX-ème siècle, des organisations de femmes et mouvements féministes se sont mobilisés, dans tous les pays du monde, pour faire reconnaître les droits des femmes et dénoncer les inégalités. La reine Victoria elle-même s'agaçait de cette "*mad and wicked folly of women's rights*" (Sen 2005). Après la deuxième guerre mondiale, avec l'avènement de ce que l'on a appelé "développement", un vaste champ de connaissances sur les femmes dans le développement s'est progressivement construit. Les études critiques et féministes du développement ont insisté sur la nécessité de rompre avec des analyses et pratiques aveugles aux expériences et points de vue des femmes marginalisées, d'en finir avec le "développement au masculin" - comme cela avait été dit à la première conférence des Nations unies sur les femmes à Mexico en 1975 - et ses conséquences négatives. De multiples études et programmes de recherches ont été menés, parfois en réponse aux demandes des organisations internationales ou des agences de coopération (Postel, Schrijvers 1979; Bisilliat, Verschuur 2000), en préparation des conférences des Nations unies, ce qui a permis de documenter les conséquences négatives des orientations du processus de globalisation sur les femmes marginalisées. Le concept de genre, produit dans les années 70 par les études féministes, (Oakley 1972), a montré

son utilité en tant que catégorie d'analyse pour les études de développement (Verschuur, Guérin et Guétat 2015).

Ce champ de connaissances en "genre et développement" est particulier, d'abord, parce qu'il s'est construit en interaction permanente entre organisations de femmes et mouvements féministes, institutions universitaires et organisations internationales. Ensuite, du fait qu'il est relié aux études féministes, et qu'il a donc été associé à une démarche militante, ce qui pour certains en limiterait la valeur scientifique. Enfin, du fait qu'il s'est appuyé sur des recherches réalisées de manière collaborative, transformative. Pour ces différentes raisons, et notamment ses méthodes qui ne sont pas les plus valorisées en sciences sociales, ce champ de connaissances en genre et développement a ainsi longtemps été dévalorisé, jugé trop engagé, peu scientifique, représentant une catégorie particulière de travaux et un point de vue qui serait particulier et non général (Devreux 1995). La recherche-action, qui est une méthode particulière de recherche en sciences sociales, privilégiée dans les recherches féministes (Mies 1979), a contribué à ce que ce champ de connaissances soit peu valorisé. Cette méthode, considère le ou la chercheure comme un acteur parmi les autres, valorise le savoir de l'"autre", y compris celles et ceux qui sont subalternes ou marginalisés, s'intéresse à accompagner le changement social et considère que c'est davantage le processus de production de savoir que les connaissances elles-mêmes qui est important pour encourager ce changement. Cette méthode reconnaît la théorisation sociale depuis en bas, "bottom-up", et insiste de manière permanente sur les liens obligés entre théories et pratiques.

Les théories sont parfois opposées à la pratique. Pourtant, il n'y pas de théories sans pratique, ni de pratiques sans théories. Il faut construire des théories afin de pouvoir saisir des faits et les analyser, pour construire des théories. Celles-ci ne sont pas définitives et immuables.

Les accusations contre la "théorie du genre" qui ont notamment fait rage en France en 2014 se sont appuyées tout autant sur une définition imprécise de ce qu'est une théorie, que sur une manière erronée de comprendre le concept de genre. La dite "théorie du genre" jouait habilement sur la confusion avec le "trouble dans le genre" (Butler 2006)!

En français, les théories sont, selon le Larousse, un "ensemble relativement organisé d'idées, de concepts se rapportant à un domaine déterminé" et non l'affirmation d'une vérité

unique et rigide. Parler des théories de genre permet justement de rendre compte de la diversité des idées et approches, et l'on préfère le pluriel au singulier, contrairement à l'usage en anglais.

Le genre, de son côté, est une catégorie d'analyse qui permet de montrer qu'il n'y pas une norme universelle et unique de penser ou de construire les féminités et les masculinités, il est une façon première d'exprimer des rapports de pouvoir (Scott 2000). Si le mot est apparu dans les pays anglo-saxons, dans les années 70 (Oakley 1972), il a maintenant été adopté dans les pays francophones, entendu comme outil nécessaire d'analyse pour le développement (Bisilliat, Verschuur 2000). Cela dit, il suscite encore bien des résistances (Verschuur 2009), dans les cercles universitaires, militants ou du développement, ou, comme le mouvement contre la dite "théorie" du genre l'a montré, parmi des personnes généralement proches des courants de pensée conservateurs.

Bien entendu, plutôt que de le nier, il s'agit de rétorquer qu'il existe bien des théories féministes, des théories de genre, qui s'appuient sur une longue histoire et sur des recherches, dans tous les pays du monde, et que le concept de genre, forgé par les chercheuses féministes, est un outil nécessaire pour comprendre la réalité, pour analyser pourquoi des différences se traduisent en inégalités et comment ces inégalités de reproduisent.

Les réticences à reconnaître l'utilité des théories comme si celles-ci étaient déconnectées des pratiques sont éloquentes des tensions qui peuvent exister entre les universitaires et les praticiens. Celles-ci s'expliquent pour diverses raisons, autres que seulement la tension entre théories et pratiques. Les savoirs élaborés dans des lieux d'institutions du savoir ont une reconnaissance et un pouvoir important. Alors que l'existence d'un champ de recherche dans les mouvements sociaux est parfois bien antérieure à , donner un nom académique à ce champ de recherche, le "genre" ou l'"intersectionnalité", lui donne ironiquement de la légitimité. Certaines idées font le "voyage" entre mouvements sociaux et académie, mais qu'en reste-t-il lorsqu'elles s'intègrent dans le monde académique? Celui-ci exige l'accomplissement individuel, les promotions. Défendre des positions militantes implique généralement de grandes difficultés pour trouver sa place dans le monde académique (Hill Collins, 2012). Mais l'absence d'ancrage des idées dans les mouvement sociaux leur fait perdre la légitimité politique, si le problème de justice sociale n'est plus le fondement du projet de production du savoir. Il se pose un problème lorsqu'il y a distanciation du monde académique d'avec les mouvements sociaux,

et il peut parfois être difficile de rendre compréhensible le savoir académique au monde non-académique. Dans la mesure où les courants qui animent la pensée féministe sont vigilants à ne pas rompre ce lien, celle-ci, acculée à déconstruire et reconstruire sans cesse, reste d'un apport heuristique incontestable pour les études de développement, pour repenser le système néo-libéral globalisé dominant et les crises qui l'accompagnent.

L'institutionnalisation du genre à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève (IHEID)

L'objet d'étude de l'Institut est le développement. Une analyse critique des discours sur le développement permet de les entendre comme "un grand récit", un système de croyance qui impose des lectures du devenir des sociétés (Rist 1996). Le message de transformation sociale devient un "mouvement messianique" qui de la Deuxième Guerre mondiale au début des années 80, sous l'impulsion de l'Occident, promet la réalisation immédiate du bonheur sur terre. Le genre a pu apparaître comme une "injonction", faisant partie de ce système de croyance, où transformation sociale et "modernité" irait de pair avec égalité de genre, et où l'Occident serait le donneur de leçons. Si l'on définit plutôt le développement comme un "ensemble de pratiques parfois contradictoires qui, pour assurer la reproduction sociale, obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande sociale" (id.), il est indispensable de mobiliser le genre comme un outil d'analyse pour comprendre comment se maintiennent malgré tout certains rapports sociaux, dans la sphère domestique, et comment d'autres se transforment, permettant au système néo-libéral globalisé de prospérer. Les études féministes ont ainsi contribué de manière essentielle à revisiter les études et pratiques de développement (Verschuur, Guérin et Guétat 2015).

L'IHEID est né de la fusion de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) et de l'Institut de hautes études internationales (HEI) en 2007. L'IUED a débuté des programmes en genre et développement en 1994. Plusieurs facteurs ont contribué à inscrire le genre dans ses activités de recherche et d'enseignement. Le premier facteur est la pression intérieure. Des étudiantes de pays du Sud avaient interpellé le regard masculin sur les études de

développement et le biais masculin de l'institution, et insisté pour ce que la problématique de genre soit intégrée dans les enseignements. Un mémoire de recherche d'une étudiante brésilienne s'était ainsi intitulé "La question du Genre à l'IUED" et avait servi de base aux discussions et à l'autoréflexion critique durant une journée ouverte organisée en 1993. A partir de l'année suivante s'est ensuite tenu chaque année un colloque international sur genre et développement qui a nourri les réflexions sur cette problématique. Le deuxième facteur est la pression extérieure, exercée par des organisations féministes à Genève, ainsi que par certaines personnes de la DDC, l'agence de la coopération suisse pour le développement, un des principaux bailleurs de fonds de l'IUED à l'époque, qui réclamaient que l'institut inscrive ce questionnement à l'institut.

Dès 1995, un programme de recherche-action sur genre, l'environnement et les mouvements populaires urbains a été entrepris, dans la foulée du premier colloque international organisé sur le genre à l'IUED, et s'est poursuivi durant dix ans. Des enseignantes-chercheuses spécialistes en genre ont été engagées, des enseignements en nombre croissant ont été introduits, des publications ont vu le jour, d'abord les *Actes des colloques genre* (15 livres), puis à partir de 2000, les ouvrages de la collection *Cahiers Genre et Développement* (10 livres en 2015). Depuis 2003, un "Pôle de renforcement des compétences en genre et développement" s'est mis en place et continue d'exister, avec un financement de la coopération suisse. Le Pôle genre a permis de poursuivre les projets de recherche, l'organisation de colloques internationaux en genre et développement, les publications, l'enrichissement du fonds documentaire, la création d'un site web, la construction d'une banque de données des personnes ressources et d'un large réseau de personnes intéressées par cette problématique. Les liens tissés avec des organisations internationales ou non gouvernementales basées à Genève et avec des Universités suisses, européennes ou d'autres régions du monde ont été multipliés et renforcés. Le Programme Genre Globalisation et Changements, qui s'est constitué avec IHEID, a permis d'élargir les activités du Pôle genre et de soutenir de manière plus importante les programmes de recherche, sur la santé reproductive, sur l'intersectionnalité, sur les conflits et la sécurité, sur les questions agraires, sur les experts et l'expertise genre, etc. L'équipe d'enseignantes et de chercheuses engagées par l'institut pour travailler sur cette problématique a été renforcée, tout comme s'est considérablement accru le nombre d'étudiant-es suivant des enseignements genre et le nombre de mémoires et de thèses de doctorat entrepris sur cette problématique. Outre les

séminaires (actuellement au nombre d'une dizaine sur des thématiques différentes) et une école doctorale en genre, des programmes de formation continue ont été proposés depuis 2008. Le processus d'institutionnalisation du genre dans l'institut semble irréversible, avec la constitution d'un réseau de personnes partageant cette conviction sur la puissance qu'a le genre pour "structurer la perception et l'organisation concrète et symbolique de toute la vie sociale" (Scott, 2000, p.58).

Gender mainstreaming et formations

Les réseaux transnationaux d'organisations de femmes et de mouvements féministes, les chercheuses, au Nord et au Sud, ont obtenu que les questions des droits des femmes et les inégalités de genre s'inscrivent dans les agendas des Organisations internationales, multilatérales et bilatérales, des ONG, des gouvernements. Le champ de connaissance en genre et développement s'est institutionnalisé dans le monde académique, avec des organismes, des programmes de recherche et d'action, des rencontres, des réseaux, des publications, des enseignements universitaires, des formations. La production et circulation de connaissances dans ce domaine ont été favorisées par cette institutionnalisation. En 1995, la quatrième conférence des Nations unies sur les femmes à Beijing en 1995 préconisait le *gender mainstreaming*, l'intégration transversale systématique du genre dans toutes les politiques et programmes. Le genre est devenu un thème prioritaire et de ce fait, une croissance fulminante du nombre de personnes appelées "expertes en genre" a vu le jour, appelées à définir, mettre en œuvre, accompagner, évaluer ces politiques de genre. Un grand nombre de formations a été mis en place pour répondre à la demande en "expert-es genre".

Si de nombreuses études se sont penchées sur l'intégration transversale du genre dans les politiques, programmes et institutions, le *gender mainstreaming*, peu d'études se sont penchées sur les formations en genre et encore moins sur les "expert-es genre".

Le Pôle genre et développement d'IHEID avait réalisé deux études en 2003 pour d'une part étudier ce que les institutions internationales envisageaient pour former les "expertes en genre" dont elles voulaient se doter, et d'autre part pour analyser les formations en genre qui existaient pour pourvoir ce type de profils.

Les résultats de ces études avaient permis de relever :

- le foisonnement de personnes s'auto-dénommant "expertes en genre", dont une grande majorité sans aucune formation théorique, mais également sans expériences de recherche ou pratiques de travail en lien avec les positions et théories féministes.
- une forte demande de la part d'organismes de développement en personnes "expertes en genre". Le fait que les personnes chargées de ce travail n'aient souvent pas de compétences reconnues en genre semblait en partie contribuer à leur faible autorité, et une demande pour plus d'offre de formation était exprimée.
- l'existence d'une multitude de formations en genre, mais souvent de piètre qualité, superficielles et brèves, et pratiquement aucune proposée en français, alors que la demande dans les pays francophones était également très forte.

Les formations existantes présentaient de nombreux problèmes, tant logistiques (difficiles à financer, difficiles à organiser,...) que, surtout, de contenu. Les formations existantes en genre étaient généralement fortement éloignées des épistémologies féministes, collaboratives, participatives, non-hiérarchiques, réflexives, transformatives. Elles ne s'appuyaient pas sur la longue histoire des études féministes, qui avaient forgé le concept de genre et le méconnaissaient. Celui-ci a parfois été ajusté à une interprétation néolibérale des relations de genre (et non des rapports sociaux de sexe), du rôle des femmes et de la manière dont elles pourraient être *empowered* (Cornwall 2007). Les formations, de type "Macdo", brèves et vite consommées, avec des "tick-box" rapides à remplir ont présenté ce terme de façon réductrice - les différences dans les rôles des femmes et des hommes - ou simplificatrice - le genre remplace le mot "femmes", ou encore comme un "mantra" -"le genre est une construction sociale"- mais ne l'ont pas défini en tant que catégorie d'analyse et qui permette de contester les rapports binaires, naturalisés, essentialisés de pouvoir. Plutôt que de définir le genre comme une construction sociale, il eût fallu aborder le genre comme un outil pour comprendre comment les personnes se constituent en sujet de leur propre histoire, et ainsi contribuer à une réflexion sur les capacités collectives et personnelles d'agir pour changer. Les formations proposées ne développaient pas les capacités analytiques et réflexives, créant des dichotomies entre les théories et les pratiques. Elles avaient tendance à véhiculer une vision homogénéisante - ne prenant pas en compte d'autres catégories d'exclusion –et victimisante des femmes - pauvres, impuissantes -(Mohanty 1988). Celles-ci deviennent alors les cibles

reconnaissables et stéréotypées des agences de développement. Les formations prenaient peu ou pas en compte les connaissances produites localement, l'existence d'organisations de femmes ou féministes locales, les perspectives de ceux et celles considérées "autres". Les faiblesses analytiques et méthodologiques, les tendances à imposer des visions du monde éloignées des perspectives locales, contribuaient en grande partie à la faible capacité transformative de ces formations.

Ces formations "déformantes" ont pu s'apparenter à des "injonctions" à suivre des manières de penser et de faire occidentales, à renforcer la *colonialité du pouvoir* (Castro-Gomez, Grosfoguel 2007). Elles ont eu des effets négatifs et ont provoqué des résistances, voire un sentiment diffus d'ennui, suscité l'amusement voire l'agacement et surtout beaucoup d'incompréhension sur l'utilité du concept.

D'un autre côté, des critiques sévères ont été adressées à la "technicisation", la dépolitisation du genre tel qu'il était souvent compris par le *gender mainstreaming* et dans certaines formations genre, entraînant ce que certaines ont appelé l'ONG-isation des mouvements de femmes (Jad 2010; Alvarez 2009). Ce concept a ainsi été réfuté par de nombreuses organisations féministes, qui considéraient qu'il s'éloignait complètement de ce pour quoi elles avaient lutté.

La formation *e-learning* en genre et développement à l'Institut

Des cours sur le genre et développement et en études féministes sont offerts en nombre croissant à l'Institut depuis 1998 aux étudiant-es inscrit-es dans un programme de master, et l'intégration transversale dans l'ensemble des cours est fortement encouragée. Ces cours font partie de masters multidisciplinaires en développement ou en relations internationales (cours obligatoires) ou de masters disciplinaires (anthropologie et sociologie, histoire, sciences politiques, économie du développement) et s'adressent à des étudiant-es dont la majorité ne sont pas encore inséré sur le marché du travail. Ces masters sont à temps complet, dispensés à Genève. Un certain nombre de ces personnes trouvent à s'employer dans des programmes de coopération ou de recherche en genre, et certaines sont considérées "expert-es en genre".

Par ailleurs, le Pôle genre a démarré en 2008 un programme d'enseignement post-grade, par *e-learning*, s'appuyant sur les épistémologies féministes. Les enseignements ont été

proposés par *e-learning* pour faciliter l'accès à ces formations à des personnes déjà titulaires d'un master et ayant quelques années d'expérience de travail dans le milieu du développement, mais n'ayant jamais suivi de formation en genre, ayant souvent des responsabilités familiales et ne pouvant prendre des congés de formation dans des centres éloignés. Le programme s'est dirigé en priorité vers des personnes travaillant sur la problématique de développement dans des pays africains francophones, dans lesquels une forte demande existait et parce que pratiquement aucune formation en genre n'existait en français.

Cette formation représente la première incursion de l'institut dans le domaine de la formation à distance, ou *e-learning*. Le cours durait, dans sa version initiale, 12 semaines et représentait environ 75 heures de travail. Ce programme est devenu certifiant en 2015, il a maintenant une charge de travail de 150 heures et est étalé sur une année. Le travail consiste notamment en des lectures d'articles scientifiques et d'études de cas, des discussions sur des forums virtuels, des exercices pratiques, trois journées d'atelier en présentiel, et des travaux personnels. Les participant-es au programme *e-learning* continuent de travailler, généralement à temps complet, et suivent les cours durant leur temps libre. Les dix enseignantes et coordinatrices rattachées au programme ont à la fois une formation académique, avec pour la plupart un doctorat en genre, et une longue expérience de travail et de recherche sur les questions genre et développement, elles sont toutes basées dans leurs pays d'origine en Afrique et ont des liens étroits avec des institutions universitaires nationales. Depuis ses débuts, près de 500 personnes ont suivi ces formations par *e-learning*.

Pour les étudiant-es de master comme pour les étudiant-es *e-learning*, les enseignements en genre visent à interroger la réalité sociale dans une approche transformatrice, critique du processus de développement. Les théories et les pratiques sont vues comme indissociables. La démarche que cet enseignement cherche à introduire est d'avoir un regard critique des approches victimisantes, homogénéisantes des "femmes du Sud", développer une analyse intersectionnelle et interroger la colonialité du pouvoir. Une démarche analytique et réflexive est encouragée. Il ne s'agit pas de fournir des *kits* d'outils techniques, décontextualisés, dépolitisés, pour introduire le "genre" dans des programmes, mais de chercher à transformer les méthodes d'analyse et d'action dans leur globalité. Cette formation stimule les méthodes de recherche-action, encourage à mener, avec les populations concernées, une analyse en profondeur des réalités genrées et des situations vécues, l'écoute des points de vue des "autres",

afin de discuter les mécanismes de reproduction des inégalités. Elle considère que c'est le processus de production de connaissances qui facilite la recherche, la définition et la construction de changements par et avec les personnes concernées. La formation encourage une approche réflexive, et se profile comme une formation qui déstabilise, car elle encourage une remise en question des pratiques au niveau personnel et professionnel, des cultures organisationnelles, le lien entre privé et public. Le programme offre des outils d'analyse des réalités concrètes mais aussi des programmes et politiques, et cherche à établir des liens constants entre théories et pratiques.

Ces formations ont fait l'objet d'une étude, en 2012, auprès des personnes les ayant suivies et travaillant dans le domaine du genre, qui s'inscrit ainsi elle-même dans la démarche de recherche-action préconisée durant les formations. Nous avons cherché à comprendre si ces personnes se considèrent ou si elles sont considérées comme "expertes genre", et quel type d'"expertes genre" elles étaient devenues. Dans quelle mesure la formation leur avait-elle donné une certaine légitimité ou influence dans leur organisation? Après avoir suivi nos enseignements en genre, comment ont-elles interprété et utilisé ces outils d'analyse et d'intervention, dans leurs réalités concrètes professionnelles, personnelles, associatives, militantes? Comment le genre a-t-il été compris, renouvelé, reforgé, par elles-mêmes et par les personnes avec lesquelles elles travaillent? Ce concept a-t-il été "technicisé", dépolitisé, instrumentalisé ou garde-t-il une dimension féministe ? Quelles ont été les difficultés ou opportunités de l'utiliser en tant que catégorie d'analyse critique et féministe? Ces personnes ont-elles voulu et pu maintenir la dimension critique et féministe – discutée dans les enseignements - dans le regard porté sur la réalité et dans la manière de travailler *avec* les actrices et acteurs du "développement"? Comment le concept de genre a-t-il voyagé après les formations? Toutes les réponses à ces questions n'ont pas trouvé réponse, et une recherche plus large a été entreprise sur les "expert-es genre", mais des éléments intéressants en sont néanmoins déjà ressortis.

Quelques résultats de l'étude auprès des personnes ayant suivi des formations genre.¹

De 1999 à 2012, date de l'étude, 396 étudiant-es du master en études du développement ont été exposé-es à nos enseignements en genre et développement, dans une perspective

¹ Cette étude a été réalisée avec l'aide d'Anaïs Bertrand-Dansereau, assistante à IHEID en 2012

féministe, et environ 350 étudiant-es d'Afrique de l'Ouest ont suivi des enseignements post-grade par *e-learning*. Un questionnaire en ligne, avec des questions fermées et des questions ouvertes a été adressé à ces alumni. Parmi les personnes ayant suivi la formation par *e-learning*, dont nous avons les coordonnées (236), 126 nous ont transmis leurs réponses. Parmi celles ayant suivi la formation dans le master, dont nous avons retrouvé les coordonnées (182), 96 ont complété le questionnaire. Des entretiens qualitatifs ont été menés par skype, avec un guide d'entretien, auprès de 12 d'entre elles.

La plupart des alumni ayant répondu occupe des positions assez élevées dans leur organisation, 32% dans des postes de managers ou de direction, et 50% avec des fonctions d'encadrement. Chez 20% des répondant-es, l'organisation travaillait uniquement sur le genre. Environ 10% travaillaient au sein d'une équipe genre, tandis que 30% étaient le ou la seule responsable du genre au sein de leur organisation, et 22% s'occupait de genre sans que cela ne soit officialisé ou institutionnalisé.

Parmi ces personnes, 85% déclarent qu'elles intègrent désormais les questions de genre lors de la conception des projets dont elles sont en charge, et 83% ont reconnu un changement dans la manière dont elles interviennent sur le terrain et font le suivi des projets. De plus, 62% ont dit qu'un ou plusieurs nouveaux projets portant sur le genre ont été formulés, financés ou mis en œuvre, et 42% ont déclaré que l'organisation s'est dotée d'une politique de genre (manuel, directives, etc.).

La majorité de ces personnes estiment que leur regard sur la société a changé suite à la formation : pour la plupart, leur regard a changé un peu (27%) ou beaucoup (58%), pour 17% cela a confirmé ce qu'elles pensaient déjà pendant la formation. Les personnes qui suivent la formation en ont parlé autour d'eux à titre personnel : 97% en ont parlé à des amis ou des parents, 86% en ont parlé à leur époux ou à leur épouse, et 70% ont introduit des changements dans la vie quotidienne de leur foyer.

La façon de voir les choses. Actuellement, je me rends compte des inégalités que je subis en tant que femme ou que mon entourage féminin ou même masculin est victime. Dans l'éducation de mes enfants, j'essaie de les inculquer les valeurs d'égalité dans tout ce qu'ils font ou pensent (alumna e-learning, organisation onusienne, Burundi).

Cette tendance à bouleverser la vie personnelle n'est pas toujours évoquée en termes positifs, et provoque aussi des débats et des remises en questions de la part de l'entourage:

Ça transforme et si on ne fait pas la part des choses cela peut amener à aller à l'extrême des habitudes et attitudes; et cela peut déranger la vie au foyer (fonction publique, Burkina Faso, homme).

Au sein de mon couple, la question ne se pose pas. C'est au sein de la famille plus élargie que des débats ont été ouverts sur le domaine du genre, notamment sur les rôles assignés aux femmes et aux hommes. Des débats parfois houleux mais qui ont permis à des femmes de remettre en question certaines choses considérées comme "naturelles". Mais pas aux hommes (ONG locale, Maroc).

La formation n'a pas seulement changé leur regard sur la société, elle a aussi mené, pour 50% des personnes ayant répondu, à voir différemment les dynamiques de genre au sein de leur propre milieu de travail. Elles expliquent :

"Souvent, tu entends un collègue dire que tu es mariée et tu n'as pas besoin d'argent, tandis que d'autres trouvent que tu es "trop éveillée"... on s'accroche, ça peut changer" (organisation onusienne, Cameroun).

"Je travaille dans une équipe masculine, je suis la seule femme et il faut du temps pour d'abord trouver sa place tout en faisant valoir l'importance de la prise en compte du genre" (organisation onusienne, Niger).

Devant les difficultés dans son environnement de travail, une répondante a pris des mesures drastiques :

Après avoir suivi la formation sur le module de base, j'ai démissionné de l'ONG internationale dont j'étais responsable du genre, suite à un manque de volonté politique de la direction de cette ONG. Cela après avoir provoqué une auto évaluation de la politique genre de l'organisation à différents niveaux et fait la revue du plan stratégique genre de l'organisation au Mali (anciennement ONG internationale, maintenant consultante, Mali).

Par ailleurs, on a demandé aux répondant-es s'ils et elles étaient d'accord avec l'affirmation suivante : "Comparé à d'autres domaines de travail, l'activité professionnelle dans le domaine du genre a des répercussions importantes sur la vie personnelle". La réponse a été pratiquement unanime : 59% se sont dit très d'accord, 39% se sont dit plutôt d'accord. Seules deux personnes étaient plutôt en désaccord.

Toutes les formations liées au genre ou un travail lié au genre ont un impact sur la vie personnelle car elles remettent en question les normes sociales. Dans mon cas, on me reproche souvent d'être féministe ou trop axée sur les droits des femmes (ONG locale, Palestine).

Les entretiens ont également mis à jour les résistances que suscitent l'évocation d'une démarche féministe et combien cette problématique affecte la vie professionnelle et personnelle des personnes

Celle-là, elle peut pas avoir un mari avec tout ce qu'elle tient comme propos. [...] Ah, cette féministe-là, disent les hommes, donc on se sent un peu marginalisée dans la société. Est-ce un inconvénient, est-ce un avantage? C'est le prix à payer lorsqu'on est militante. [...] Moi j'ai beaucoup de problèmes dans es relation intimes, à cause de ça. Parce que non seulement je le dis, mais je le pratique. (ancienne étudiante de master, universitaire, Congo)

Il y a au moins quatre ans que je n'ai pas de relation... les hommes ne veulent pas avoir une femme pareille. [...](ancienne étudiante de master, Colombie)

Ces responsables là, le plus souvent elles ont des problèmes dans leurs foyers, et le plus souvent elles ont divorcé. [...] La quasi totalité vivent seules maintenant. [...] Pour les hommes, si tu t'occupes de ce genre

de choses, on va dire, "lui finalement c'est une femmelette", il est efféminé, il est féministe, c'est ce qu'on dit" (ancien étudiant de master, Niger)

En dehors des implications personnelles, l'étude s'est penchée sur les changements dans les activités professionnelle ou associatives.

La grande majorité des personnes ayant répondu au questionnaire (84%) est impliquée dans une ou plusieurs activités associatives ; elles sont particulièrement actives dans les groupes de femmes et les groupes de défense des droits. Suite à la formation, 60% estiment qu'elles ont plus d'influence dans les organisations auxquelles ils et elles appartiennent. Un peu plus de la moitié (53%) se sont impliqués dans de nouvelles activités, et 50% ont été approchées par des groupes spécifiquement sur des questions de genre.

Je parle du genre avec autant d'aisance que je parle de la politique ou du sport. La formation m'a fourni des outils d'analyse indispensable à un exercice cognitif de qualité (ONG internationale, France).

Suite à la formation, 60% des personnes estiment qu'elles se sentent mieux outillées ou sont plus sollicitées

La formation m'a aidé à avoir une vision plus claire concernant le changement que je voudrais contribuer (ONG locale, pays inconnu).

Il y a quelques personnes en individuel et un parti politique qui m'ont approché pour les appuyer dans la lecture de leurs documents et des conseils pour une prise en compte du genre dans leurs activités (fonction publique, Burkina Faso).

Les difficultés sur la manière de travailler en genre sont néanmoins évoquées:

C'était quelque chose de supporter les blagues macho, toujours. [...] Dans la pratique, ça fait très longtemps que je cache mon féminisme dans mon travail. [...] Je suis fatiguée de choquer, je me sens coupable. Mais parfois je me sens aussi coupable de me sentir coupable, parce que les femmes se sentent toujours coupables ! (ancienne étudiante de master, Colombie)

Le problème principal en Haïti est qu'il n'y a pas de communication ou de collaboration entre les internationaux, même ceux qui travaillent sur le genre, UN-Women par exemple, et toutes les institutions et les groupes et associations locales qui travaillent sur le genre, [...] le fait c'est qu'il y a deux mondes ici qui ne communiquent pas, qui ne s'entreprennent pas, qui ne sont jamais à la même table de négociations ou de discussions (ancienne étudiante de master, Haïti)

Dans les entretiens, l'approche proprement participative et anthropologique est soulignée.

C'est pas juste l'approche genre qui ne passe pas, c'est toute la démarche de l'approche participative [...] donc que l'individu soit acteur et se mobilise pour changer quelque chose à sa situation personnelle, c'est un peu un concept inédit quoi. [...] il faut de l'expérience de terrain [...] la plus grande chose que m'a apporté ce diplôme, c'est cette capacité analytique à se décentrer en fait. OU du moins la tentative de se décentrer et de prendre conscience des limites de son propre regard et de voir à quel point on est subjectivé par son propre regard, son propre filtre. Essayer de se défaire de ça et de comprendre l'autre dans son contexte [...] (ancienne étudiante de master, agence onusienne, Côte d'Ivoire)

Il ne s'agit pas d'intervenir en pensant que non, il se comporte un peu sauvagement, je lui apporte la modernité, la civilité. Non, il faut le faire avec eux [...] Si tu ressors à la lettre certaines prescriptions du

genre telles que je l'ai lu dans beaucoup d'articles et autres, ça risque de poser des problèmes [...] il faut avoir de la subtilité, savoir bien doser et contextualiser les choses, faut pas l'appliquer à la lettre. Je pense qu'il y en a qui font mal. [...] il y a des conseillères genre qui ont eu des problèmes dans leur foyer parce que ça a été mal pris, et elles ont voulu appliquer tout ce qu'elles ont appris ou tout ce qu'elles tentaient de pratiquer chez elles et ça n'a pas été accepté.

[...] Il suffit de faciliter et les gens eux-mêmes ils trouvent leur réponse, comme ça tu les accompagnes dans le plan d'action par rapport au changement [...] mais quand tu viens directement, tu dis [...] les femmes c'est comme ça, les hommes c'est comme ça, ça ne doit pas être comme ça, chacun se sent attaqué et on te rejette en bloc. Et tu peux créer une petite révolution villageoise ou communautaire, les femmes peuvent être aussi montées en bloc pour dire "on n'est pas d'accord" [...] Moi je pense qu'il faut laisser le choix à chacun. Parce qu'on ne peut pas faire le bonheur de quelqu'un contre son gré. Il faut laisser la personne choisir le modèle qu'elle veut. (ancien étudiant de master, ONG, Niger)

Même en Afrique, dans un pays, selon les ethnies, selon le groupe linguistique, les situations ne sont pas les mêmes. Donc vraiment moi je dis que c'est l'approche anthropologique, et faire la chose avec les gens qui vivent la chose. Il ne faut pas venir en externe, déposer toute sa théorie et dire que c'est comme ça, penser que les autres c'est des idiots qui ne réfléchissent pas (ancien étudiant de master, ONG, Niger).

Une autre ancienne étudiante, actuellement travaillant dans une organisation gouvernementale en Suisse résume ce que la formation lui a apporté :

Tout d'un coup, il y avait des choses qui s'éclairaient... déconstruire les stéréotypes, déconstruire la victimisation... [...] La crainte est que le genre devienne un alibi, ça remet tellement de choses en cause.

Qu'est ce qui fait d'elles des expertes en genre? Parce-que finalement, pour moi c'est plus une disposition d'esprit et une faculté d'analyse critique [...] la faculté de se décentrer, et analyser les rapports de force. C'est peut-être l'essentiel de ce que m'a appris la formation. Et c'est jamais donné ! C'est pas une qualité qu'on acquiert et qu'on a pour toujours. (ancienne étudiante de master, Suisse)

Plutôt qu'une définition du genre, les extraits des entretiens auprès des alumni confirment l'appréhension du genre comme une méthodologie d'intervention, comme un outil d'analyse critique qui encourage les capacités à se décentrer et à prendre en compte les expériences des autres et leurs visions du monde.

Les expert-es en genre et développement : savoirs, pouvoir et changements

La recherche sur les alumni genre a fourni de premiers éclairages sur les trajectoires et expériences de ces personnes pour se constituer comme expertes genre. Elle a en partie inspiré un projet de recherche sur les "expertes genre et l'expertise genre", lancé en 2013 pour une durée de trois ans, mené dans le cadre du programme genre de l'Institut auprès de certaines organisations internationales et dans trois pays, en Colombie, au Mali et au Népal.

Elle cherche à savoir dans quelle mesure les personnes appelées expertes s'inspirent des épistémologies féministes, s'interroge sur la manière dont les connaissances sur ce concept de genre sont reconstruites, transformées, utilisées, comment elles voyagent dans des espaces

transnationaux, entre les sphères des bureaucrates, politiques, universitaires, mouvements de femmes, comment le concept est utilisé, réinterprété, resignifié dans ces voyages, selon la position des différentes "expertes genre" par rapport à la colonialité du pouvoir et au système économique et culturel global. Elle s'interroge sur la manière dont ces personnes exercent une influence, d'où elles tirent leur légitimité et leur pouvoir. Celui-ci est lié à leur position située (appartenances de classe, de race, de pays, institutions de rattachement ou de formation), mais aussi à leur capacité à décider et nommer ce qu'est le problème, ce que sont les objectifs, à formuler des questions, définir des catégories, interpréter et construire des réalités dans leurs écrits (Prügl 2012). La séparation de l'expertise et de la politique est tenue : ceux qui utilisent les connaissances sont impliqués dans la validation des connaissances en évaluant leur utilité (id., p.11).

L'expertise genre suppose de construire des connaissances qui permettent de prendre les décisions pour le changement. Si l'expert-e traduit des connaissances pour faciliter les prises de décision, quelles sont les connaissances considérées comme légitimes? Comment repenser l'élaboration des savoirs locaux, leur reconnaissance en tant que savoirs, les statuts des personnes qui les détiennent, les interprétations de ces savoirs et la manière dont ils voyagent? Qui est *in fine* expert-e?

Les processus de construction des connaissances et leur dissémination sont traversés par de rapports de pouvoir, l'interprétation et la transmission des connaissances sont des manières d'exercer du pouvoir (Mukhopadhyay 2013). Dans quelle mesure les priorités dans la production et transmission des connaissances s'appuient-elles sur les aspirations politiques des mouvements de femmes, sur leurs projets de transformation, en s'appuyant sur les épistémologies féministes dans les pratiques de recherche?

Les méthodes de recherche-action défendent l'idée que le processus même de construction des connaissances est partie prenante du processus de transformations sociales: il s'agit d'un processus de production et discussion des connaissances, afin de prendre conscience des causes des problèmes, susciter la volonté de changer et construire les capacités de changements (Rauber 2003). Des études ont pointé sur la difficulté de concilier les temps longs de la recherche participative, réflexive, et les temps courts de l'action, liés aux "projets" des agences de coopération (programmation, délais, financements, évaluations, résultats) ou aux

"programmes" des politiques (Hainard et Verschuur 2005). La capacité à être de la sorte redevable devant les mouvements féministes apporte une forme de légitimité aux personnes s'appuyant sur ces méthodes.

Parmi les questions qui nous interpellent est celle de savoir si les méthodes féministes de production des connaissances, par la recherche-action, inclusives, collectives, réflexives, transformatives, basées sur des rapports de pouvoir non-hiérarchiques, la prise en compte des points de vue des personnes subalternisées, la mise en perspective de points de vue différents, voire contradictoires, sont compatibles avec un exercice du pouvoir qui permette d'être reconnu-e comme expert-e.

En lien avec ces interrogations, nous nous demandons, à la suite de Joan Scott (2010), si "le langage de genre" peut être codifié, sachant que ses significations ne sont pas facilement traduisibles. Lorsque le genre est une question ouverte sur la manière dont ces significations sont constituées, ce qu'elles signifient, dans quels contextes, alors seulement le genre reste une catégorie utile – car critique – d'analyse.

Bibliographie

ALVAREZ, S. Beyond NGO-ization? Reflections from Latin America. *Development* 52(2), pp. 175–184, 2009.

BISILLIAT, J., VERSCHUUR, Ch. (dir.). *Le Genre, un outil nécessaire, introduction à une problématique, Cahiers Genre et Développement*, n° 1, L'Harmattan, Genève - Paris, 2000.

BUTLER, J. Troubles dans le genre, le féminisme et la subversion de l'identité. *La découverte, Paris*, 2006.

CASTRO-GOMEZ, S., GROSGOUEL R. *El Giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogota. IESCO-Pensar-Siglo del Hombre Editores, 2007.

CORNWALL, A. Revisiting the "Gender Agenda". *IDS Bulletin*. 38(2): 69-78, 2007.

DEVREUX, A. M. Sociologia "généraliste" et sociologia féministe: les rapports sociaux de sexe dans le champ professionnel de la sociologia. *Nouvelle questions féministes*, 83-110, 1995.

HAINARD F., VERSCHUUR, Ch. *Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, Karthala – ENDA, Paris, 2005.

HILL COLLINS, P. Conférence au congrès international féministe de Lausanne, 29/8/2012

- JAD, I. L'ONGisation des mouvements de femmes arabes. In *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. Cahiers genre et développement*. N°7. (Dir.) C. Verschuur. 419-433. Paris: L'Harmattan, 2010.
- MIES, M. *Towards a methodology of women's studies* (No. 77). ISS Occasional Papers, 1979.
- MOHANTY, Ch. "Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses" in *Feminist Review* 30. Autumn 1988. 61-88. traduit et publié dans Verschuur Ch. (dir.) [2010]. *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. Cahiers Genre et Développement* n°7. L'Harmattan. Genève – Paris. 500p. p.171-203
- MUKHOPADHYAY, M. Mainstreaming Gender of Reconstitution the Mainstream ? Gender Knowledge in Development. *Journal of International Development*, published online, 2013. DOI/10.1002/jid.2946
- OAKLEY, A. *Sex, gender and society*, London, Temple Smith, 1972.
- POSTEL-COSTER, E., SCHRIJVERS J. (eds). *A Woman's Mind is Longer than a Kitchen Spoon. Report on Women in Sri Lanka. Research Project Women and Development*, Colombo-Leiden, 1979.
- PRÜGL, E. Gender Expertise as Feminist Strategy. *Feminist Strategies in International Governance*. Caglar G., Prügl E. and Zwingel S. Routledge. Londond New York, 2012, pp. 57-74.
- RAUBER, I. *América Latina, Movimientos sociales y representación política*, La Habana-Mexico, Ed. Ciencias sociales, 2003.
- SCOTT, J. "Genre, une catégorie utile d'analyse historique", " in , *Le Genre, un outil nécessaire, Cahiers Genre et Développement n°1*, dir. Bisilliat J., Verschuur, Ch., Paris, L'Harmattan, 2000 : p. 41-67
- SCOTT, J. Gender: Still a Useful Category of Analysis? *Diogenes* 57:7, 2010 : 7-14.
- SEN, A. Foreword, in Devaki Jain, *Women, Development and the UN, A Sixty-Year Quest for Equality and Justice*, United Nations Intellectual History Project Series, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, 2005 : p.xix
- VERSCHUUR, Ch. "Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot genre dans le développement", in *Revue Tiers Monde* n°200, oct-déc 2009, p.785-803, Paris
- VERSCHUUR, Ch., Guérin I., Guétat-Bernard H. (dir.) *Sous le développement, le genre*. IRD. Coll. Objectifs Sud. Paris, 2015.